



Le premier ministre français Edouard Philippe et le président sénégalais Macky Sall.
© Seyllou/AFP Photo

ABONNÉ

4 minutes de lecture

📍 Afrique 📍
sécurité 📍 France

Richard Werly, Dakar
Publié lundi 18
novembre 2019 à
18:10, modifié lundi 18
novembre 2019 à
18:12.

SÉCURITÉ

Le délabrement du Sahel, enjeu sécuritaire majeur

Au sixième sommet sur la sécurité de Dakar, qui s'est ouvert ce lundi, le délabrement des Etats et des sociétés africaines de la zone sahélienne est reconnu par tous. Avec une question: comment y remédier?

A quoi sert-il d'éliminer chaque année plusieurs centaines de djihadistes dans la zone sahélienne, puisque le niveau de violence et la déliquescence des Etats africains de la région ne font qu'augmenter?

En ouverture du sixième sommet sur la sécurité de Dakar (Sénégal) ce lundi 18 novembre, le constat d'impasse sécuritaire au Sahel est unanime. «Soyons réalistes, nous n'avons toujours pas trouvé la solution face à la violence, sur laquelle vient se greffer la menace terroriste», a d'emblée prévenu le président sénégalais Macky Sall. Et de rappeler un chiffre qui fait réfléchir: environ 25 000 soldats sont actuellement déployés dans la zone, entre les forces des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mauritanie, Niger, Mali – 5000 hommes au total), la force française d'intervention Barkhane (4500 hommes) et la mission des Nations unies au Mali (14 000 hommes). Or la

situation sécuritaire continue de se dégrader, comme l'ont prouvé l'attaque récente le 1er novembre à Indelimane (Nord-Mali, 49 soldats maliens tués) et l'embuscade à Bounbou, au Burkina Faso (38 civils tués).

Lire aussi: Au Sahel, un G5 pour contrer les forces djihadistes

Cette question, les responsables militaires français se la posent au quotidien. Lundi, en parallèle de l'ouverture du forum de Dakar, le premier ministre Edouard Philippe et la ministre de la Défense Florence Parly ont assisté à un exercice commun entre les forces spéciales françaises et sénégalaises. Problème: ce type de coopération très ciblée, destinée à former de petites unités opérationnelles capables d'accompagner sur le terrain des unités régulières pas toujours bien encadrées, reste trop rare. Les forces spéciales françaises sont, au sein de l'opération Barkhane, déployées dans le contingent Sabre.

Lire également: L'opération Barkhane, un bouclier fragile au Sahel

Une asymétrie totale

Un plan, poussé par Paris, prévoit de doter le G5 Sahel d'unités de traque des djihadistes, au sein desquelles des forces spéciales européennes seraient intégrées, à la fois pour assurer le guidage et la coordination avec l'appui aérien, et pour «encadrer» les commandants des unités, souvent prompts à regagner les capitales et à laisser leurs soldats seuls face aux «groupes armés terroristes»: «L'idée est de répéter ce qui a marché en Afghanistan: l'intégration de petits contingents pour assurer une capacité opérationnelle aux unités régulières. En même temps, cela met la pression sur le commandement. Il n'est plus possible, pour un commandant ou un colonel, de disparaître quelques jours sans laisser de trace comme c'est trop souvent le cas», confirme un officier français.

Problème: la réponse des partenaires européens de la France se fait attendre. Plusieurs pays nordiques, dont le Danemark et l'Estonie, ont répondu positivement. Le Portugal et l'Espagne sont aussi partants. Impossible, en revanche, d'y intégrer l'Allemagne, malgré l'annonce au G7 de Biarritz, fin août, d'une initiative sahélienne franco-allemande.

L'autre défi de taille est celui du «cercle vicieux». Plus l'argent occidental est disponible, plus les moyens mobilisés sont lourds, plus l'assistance aux armées sahéliennes est importante... moins la violence décroît. L'asymétrie est totale. Vingt-cinq mille soldats réguliers contre au maximum quelques milliers de djihadistes, parfaits connaisseurs du terrain certes, appuyés par les réseaux criminels... mais confrontés à une force très supérieure. «Cette asymétrie est le résumé du problème, constate Rinaldo Depagne, analyste chargé de l'Afrique à l'observatoire des conflits Crisis Group. Le déploiement de forces et de moyens fait baisser la pression sur les capitales, mais après? Est-ce le rôle de l'armée française de séparer, aux confins du Niger, du Mali et du Burkina Faso les bandes ennemies d'éleveurs et de sédentaires lourdement armés?»

«L'eau est une denrée rare»

La réponse, en théorie, tient en un mot: le développement. Impossible de sécuriser ces zones sans apporter un véritable mieux-disant aux populations. C'est l'objectif qu'est venu défendre à Dakar le Suisse François Münger, directeur général du Geneva Water Hub, dédié à la recherche de solutions au problème crucial du partage des ressources en eau. Le président mauritanien Mohamed Ould El Ghazouani a insisté sur ce point: «Notre espace couvre une dizaine de pays, a-t-il rappelé en ouverture du sommet. L'eau est une denrée rare. Or la pluviométrie baisse toujours plus, affectée par le changement climatique.»

L'ex-général français Emmanuel de Romémont a, lui, mis sur pied l'initiative «Plus d'eau pour le Sahel». Sauf que les chiffres, là aussi, parlent d'eux-mêmes: la force Barkhane, dont le budget approche les 700 millions d'euros par an, ne peut consacrer que 700 000 euros aux projets civilo-militaires. Et les 6 milliards d'euros nécessaires pour les 500 projets de développement identifiés dans la zone pour la période 2018-2022 lors de la conférence Alliance Sahel à Bruxelles en février 2018... peinent à être dépensés, faute de sécurité.

La dernière vidéo

[toutes les vidéos](#)